

Nous, sans papiers de France...

Nous, sans-papiers de France, nous déclarons :

Nous vivons parmi vous, pour la plupart, depuis des années.

Nous sommes, en général, entrés régulièrement sur le territoire français.
Nous avons été arbitrairement rejetés dans l'illégalité par le durcissement de lois successives qui permettaient aux préfetures de ne plus renouveler nos titres de séjour et par les restrictions apportées au droit d'asile.

Nous sommes parfois des célibataires qui permettons souvent à notre famille de survivre au pays ; mais nous vivons fréquemment aussi avec nos conjoints et nos enfants nés en France ou venus tout petits.
Nous avons en France nos familles, mais aussi nos amis.

Nous payons nos impôts, nos loyers, nos charges et nos cotisations sociales, lorsqu'on nous permet de travailler régulièrement.

Quand nous ne connaissons pas le chômage et la précarité, nous travaillons durement dans la confection, la maroquinerie, le bâtiment, la restauration, le nettoyage et bien d'autres secteurs...

Nous subissons les conditions de travail que nous imposent les entreprises et que vous pouvez refuser plus facilement que nous, car être des sans-papiers fait de nous des sans-droits.

Nous demandons des papiers pour ne plus être victimes de l'arbitraire des administrations, des employeurs et des propriétaires.

Nous demandons des papiers pour ne plus être exposés à la délation et au chantage.

Nous demandons des papiers pour ne plus subir l'humiliation des contrôles au faciès, les mises en rétention, les reconduites à la frontière, l'éclatement de nos familles, la peur perpétuelle.

Le Premier ministre de la France avait promis que les familles ne seraient pas séparées : nous demandons que cette promesse soit enfin tenue.

Nous demandons que les conventions européennes et internationales auxquelles a souscrit la République française soient respectées.

La France doit rester la patrie des Droits de l'Homme.

Nous comptons sur le soutien d'un grand nombre de Français, dont les libertés pourraient se trouver menacées si nos droits continuaient d'être ignorés.

Les exemples de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal, et à plusieurs reprises de la France même, démontrent qu'une régularisation globale est tout à fait possible.

Nous demandons notre régularisation. Nous ne sommes pas des clandestins. Nous apparaissions au grand jour.